
DES PRIORITÉS À PROMOUVOIR



Les élections fédérales constituent un moment privilégié pour réfléchir à l'état de santé de notre vie collective, à la qualité de notre vécu communautaire et à la solidarité que nous développons les uns envers les autres. Je souhaite que la participation des chrétiens et des chrétiennes ne se limitera pas à aller voter mais qu'elle se traduira sous forme d'une part active aux différents débats de la campagne. La période électorale constitue une occasion exceptionnelle de nous dire quelle société nous désirons bâtir. Mais comment nous y retrouver parmi les multiples messages qui nous parviendront? Quels critères devons-nous utiliser pour décider d'appuyer un parti ou l'autre? Quelles questions devons-nous nous poser avant de choisir telle ou telle candidature?

L'EXERCICE DE NOS RESPONSABILITÉS

Je vous transmets les réflexions de la Commission épiscopale des Affaires Sociales que j'ai le privilège de présider; je vous les présente dans l'espoir qu'elles puissent contribuer à mieux éclairer notre conscience sociale et à affirmer les valeurs profondes qui nous animent au fil des jours. Les membres de la Commission épiscopale des affaires sociales ne nous disent pas pour qui voter. Ils soulignent toutefois que toute personne a l'obligation morale d'exercer son droit démocratique et au delà de la campagne électorale, de participer à la construction du royaume de Dieu par son engagement concret et réfléchi dans la société. Ils attirent notre attention sur trois aspects importants de l'enseignement de l'Église : respect de la personne humaine, choix préférentiel des pauvres, réalisation du bien commun.

LE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE

Créée à l'image de Dieu, la personne humaine devrait jouir du droit à la vie, à partir de la conception jusqu'à la mort naturelle. Le respect de la personne humaine « exige que tous et toutes aient le courage d'entrer dans un nouveau style de vie qui adopte une juste échelle des valeurs aux niveaux personnel, familial, social et international: la primauté de l'être sur l'avoir, de la personne sur les choses. Ce mode de vie renouvelé suppose aussi le passage de l'indifférence à l'intérêt envers autrui et du rejet à l'accueil. » Que disent les programmes des différents partis politiques sur le droit de l'enfant à naître, l'euthanasie, l'aide au suicide par un médecin et les soins palliatifs, le contrôle des armes à feu, la peine de mort? Proposent-ils des mesures pour aider les parents à concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles alors que des entreprises, obéissant à la logique de la compétitivité, se font des plus exigeantes?

LE CHOIX PRÉFÉRENTIEL DES PAUVRES

Pour qui vit la foi chrétienne, le souci pour les pauvres n'est pas seulement un choix politique, c'est une exigence de l'Évangile. Le pape Jean-Paul II affirmait à nouveau en avril dernier, que la valeur d'une société se mesure à la manière dont elle traite ses membres les plus vulnérables. En ce domaine quelles sont les propositions des partis politiques pour faire face aux coûts humains des stratégies économiques et financières qui condamnent un Canadien sur six à la pauvreté? Privilégient-ils des politiques visant à réduire le nombre de personnes qui reçoivent une assistance sociale ou des politiques visant à réduire la pauvreté? Proposent-ils que la lutte au déficit qui s'achève, selon certains observateurs, ne se fasse pas au détriment

des groupes les plus vulnérables: par exemple, les sans emploi, les femmes, les enfants, les personnes handicapées? En quels termes les programmes des partis parlent-ils des personnes appauvries? Contribuent-ils à propager des stéréotypes, à stigmatiser ces personnes?

LA RÉALISATION DU BIEN COMMUN

Nous recherchons le bien commun en reconnaissant la dignité de toute personne, en travaillant au mieux-être des pauvres, mais aussi en posant des gestes de solidarité authentique. Le bien commun est en quelque sorte l'ensemble des conditions sociales qui permettent et favorisent le développement et l'épanouissement des personnes. Responsables de sa mise en oeuvre, les pouvoirs publics doivent réaliser ce bien commun à l'avantage de tous les citoyens. Qu'en est-il du contenu des programmes des partis en présence? Mettent-ils de l'avant une politique de création d'emplois stables et bien rémunérés liée à une stratégie de développement social et économique intégré? Quelles sont leurs propositions dans le domaine de l'environnement, la conservation des ressources non-renouvelables, le développement humain durable ici et à l'étranger, l'utilisation des territoires? Que disent les programmes des partis à l'égard d'une prise en main véritable du développement socio-économique, culturel et politique par les populations locales et régionales, ainsi qu'à l'égard de la mise en place de rapports de coopération entre ces communautés? Au coeur de notre village global, proposent-ils d'accroître notre contribution à l'aide publique au développement international et la mise en place d'accords commerciaux équitables?

QUELQUES RÈGLES D'OR

En campagne électorale, l'enseignement social de l'Église peut aider à notre discernement. L'économie et la politique existent pour les personnes, et non le contraire. Toutes les activités économiques et politiques doivent reposer sur des principes éthiques. Les choix économiques et les législations qui s'en suivent doivent être jugées à la manière dont la vie, la dignité humaine et les familles sont protégées et promues. Un bilan économique et politique devrait faire état en premier lieu du traitement des personnes appauvries et les plus vulnérables. Toute personne a droit à la vie et aux biens qui lui sont intimement reliés : nourriture, vêtement logement, éducation, soins de santé, environnement sain, sécurité économique. Toute personne a droit à un travail rémunérateur, à un salaire juste et à des bénéfices sociaux, à des conditions de travail décentes, à la libre association avec ses semblables. Aux droits dont toute personne dispose, correspond la responsabilité particulière de pourvoir aux besoins de sa famille et de contribuer à l'essor de la société. Les Églises chrétiennes au Canada se sont prononcées ensemble et d'une même voix, sur des situations qu'elles ont jugées et qu'elles jugent encore prioritaires. Il serait heureux de vous familiariser avec ces prises de position et à en discuter au sein de votre communauté.

VERS L'AN 2000

Les élections de 1997 revêtent un caractère particulier; nous élirons les personnes qui dirigeront le pays au-delà de l'an 2000. En cette période de préparation au Jubilé de l'An 2000 et inspirés de l'esprit jubilatoire des Écritures, je vous invite à examiner les questions suivantes : quelles sont les propositions des partis politiques pour assurer que toute personne jouisse d'un revenu qui lui permette de subvenir aux besoins des siens? quelles politiques mettent-ils de l'avant pour contribuer à l'allègement du lourd fardeau de la dette que les pays les plus pauvres sont incapables de rembourser? les partis politiques s'engagent-ils à donner suite aux recommandations du Rapport de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones et, en particulier, à mettre sur pied une Commission indépendante chargée de régler les revendications territoriales des peuples autochtones? quelles initiatives proposent-ils pour mettre fin à l'exploitation et à la pauvreté chez les enfants? que renferment les programmes des partis politiques à l'égard de la promotion des droits des femmes au foyer et en milieu de travail?

Joignons nos voix à celles des gens de bonne volonté qui prennent position pour la dignité humaine et pour les personnes appauvries ainsi qu'en faveur du bien commun. Puissions-nous poursuivre ensemble notre engagement pour la justice sociale : ce sera une bonne manière de préparer l'année du Jubilé de l'Art 2000.

+ François Thibodeau

+ François Thibodeau, c.j.m.
Évêque d'Edmundston

« Quelques mots de notre Évêque » (07 mai 1997)